

81
BERGASSE RÉFUTÉ ;

O U

R É P O N S E

A SON LIBELLE INSIDIEUX ;
intitulé *Protestation, etc.*

Mentita est iniquitas sibi.

PAR M. D***.

A P A R I S ,

Chez GOUILLY, libraire au Palais-Royal ;
N°. 80 , vis-à-vis le théâtre de Made-
moiselle MONTANSIER.

Et chez GIRARDIN, au club Littéraire ;
à la Rotonde, jardin du Palais-Royal.

1 7 9 0.

MJW 2703

Care

FRC

1384

DE GRASSE LITURGE

ON

THE

THE

THE

A. P. A. P. A. P.

THE

THE

THE

THE

THE



BERGASSE RÉFUTÉ,

OU

RÉPONSE

A SON LIBELLE INSIDIEUX,

intitulé *Protestation, etc.*

Mentita est iniquitas sibi.

Qu'un député, honnête homme, doué de quelques connaissances, ou seulement d'un gros bon sens, fasse valoir avec chaleur son opinion dans l'assemblée nationale, sur la matière qu'on y traite, il est irréprochable ; son opinion fut-elle erronée. Son entêtement à tenir à ses idées, à les publier par l'impression, serait un aveuglement plus digne de pitié que d'indignation. Nous avons tous un germe d'amour-propre qui nous maîtrise plus ou moins les.

A

uns que les autres , et l'expérience démontre , qu'il est des maniaques qui croient penser par excellence.

Mais , qu'un député qui déserte l'assemblée nationale , ravale ses décrets , et fasse de cette manœuvre indigne son occupation favorite , c'est la conduite d'un lâche , d'autant plus odieuse , qu'il réunirait plus de talens ; parce qu'il les doit à la chose publique , et qu'il ne l'en priverait que pour en déprécier les opérations.

Telle est cependant l'exemple révoltant que donne le sieur Bergasse ; il s'est voué à la vengeance absurde du feu clergé ; il se constitue son plus ardent défenseur ; ministère doublement lucratif sans doute , mais honteux : car un député assez peu délicat pour toucher d'une main avide les honoraires attachés à la mission honorable qu'il ne remplit pas , peut être soupçonné de n'avoir pas l'autre main pure.

Si cette conjecture est fautive , ce ne peut donc être que l'orgueil irrité par plusieurs échecs , éprouvés par l'auteur de la *protestation* qui le guide et l'égare.

Qu'on nous passe ces réflexions préliminaires ; nous eussions voulu nous en abstenir : mais la saine partie du public, n'a-t-elle pas déchiré le voile dont cherche à s'envelopper le champion du ci-devant clergé ; et peut-on douter de l'esprit de parti qui l'anime, lorsqu'à chaque page de son libelle, il se décèle ouvertement. Entrons en matière, et ramenons notre *protestant* à la source dont il aurait dû partir.

Il n'y a plus d'ordres dans l'état ; tous les citoyens sont égaux en droits ; et si ce principe d'éternelle justice trop long-temps inobservé, eût pu être contesté, ce n'eût pas été par le clergé, colosse monstrueux, que l'ignorance, le fanatisme et un crédit usurpé par degré, avaient soutenu jusqu'à nos jours.

La nation rappelant le clergé à son origine, n'a donc vu dans lui que des apôtres et des disciples à salarier au lieu de l'aumône qu'ils recevaient. Ici s'accomplit enfin la parole de leur sublime fondateur : *Vendez tout, suivez-moi, et annoncez mon royaume.*

Pour réussir à séduire ses lecteurs et à se faire une secte , le sieur Bergasse n'a pas écrit comme il le pense certainement : « qu'il était immoral et impolitique de voir trois nations dans une , ou trois corps dans une nation ; plus immoral et impolitique encore , que le clergé fut un de ces corps , et que ce corps possédât des biens immenses , dont la propriété n'appartient à aucun des individus qui le composaient. » Il aurait conclu que la destruction de ce corps arrivant , la nation devait se ressaisir , comme elle a fait , d'un ancien patrimoine , dont l'usufruit , entre les mains de ce fantôme , n'était qu'un abus énorme.

Une fois posé ce principe , dont la logique complaisante du sieur Bergasse veut embarrasser les effets , passons à l'opération qu'il décrie , c'est-à-dire , à la création de quatre cens millions d'assignats monnaie , portant intérêt à trois pour cent , remboursables à fur et mesure de la vente des biens du ci-devant clergé ; vente ordonnée jusqu'à concurrence de pareille somme.

Ici, le sieur Bergasse met en question s'il fallait des assignats monnaie, qu'il ne regarde que comme une espèce de délégation sur une vente future : car rien n'est certain pour lui ; tandis que tout le monde est convaincu que cette vente est aussi certaine que prochaine.

Etd'abord, le sieur Bergasse compare ce papier monnaie forcé de sa nature à une lettre-de-change, pour accorder à celle-ci la préférence sur le premier. Ce moyen, il est aisé de le voir, est une vraie petitesse.

En effet, quelle comparaison entre une lettre-de-change, quelles que soient les signatures qui la parent, et une délégation nationale sur un objet matériel, valant antuplement le montant de la délégation ? Certes, une lettre-de-change, dont les signatures sont connues, doit être rassurante ; cependant, l'expérience nous aînnonce à chaque instant des catastrophes désolantes pour le commerce ; au lieu que le papier-monnaie, de la nature de celui du jour, a toujours derrière lui son gage assuré ; et si par

hasard la conversion de ce gage en argent éprouvait quelque retard , l'intérêt en est le dédommagement ; circonstance essentielle que le sieur Bergasse cherche à faire perdre de vue. Il semble qu'il se plaise à confondre l'assignat avec le papier-monnaie simplement dit, ou le système de Law ; et sa ruse est grossière.

Notre député , *protestant* , a bien senti l'absurdité de sa comparaison ; mais , avocat de profession , il sait qu'il est de l'art d'échauffer graduellement les esprits. Forcé cependant de parler du gage des assignats , et sentant que c'est-là qu'on l'attend de pied ferme , il baisse le ton ; il insinue bénévolement , que ce gage présenté , par la nation , ne sera qu'un gage incertain , et qui , quoi qu'on en dise , pourrait bien finir par être absolument illusoire. Oh ! c'est ici que pour se faire comprendre , notre *protestant* se noie dans des propositions , dans des questions sur des points de la plus haute vérité : à ce genre de preuves , faites-vous une idée de l'auteur ? Déclarer libres d'hypothèques les biens

du ci-devant clergé , métamorphoser ces hypothèques en créances sur la nation , ce chef-d'œuvre de l'assemblée nationale qui subjuge les esprits des plus malveillans , et qui lui attire la reconnaissance et la vénération publiques , est , aux yeux du sieur Bergasse , une démarche téméraire , faite sans droit , parce qu'elle n'est pas autorisée de la part des commettans ; capable de soulever les créanciers du ci-devant clergé dont on n'a pas pris le consentement essentiel.

On conçoit quelle fièvre travaille en ce moment notre adversaire , à la vue de ce décret : son édifice de *protestation* s'écroule ; les biens du ci-devant clergé , déclarés libres de toutes charges , doivent indubitablement être vendus ; l'acquéreur est sans crainte ; la nation l'en dégage ; les assignats s'accréditent invinciblement , et les fonds de remboursement s'apperçoivent déjà. Voilà le désespoir du sieur Bergasse et de ses instigateurs. Aux abois , ils cherchent à soulever les citoyens mécontents de la révolution , les créanciers du

feu clergé ; ils préparent la sédition : *Le temps de votre force*, dit-il, *ne durera pas toujours.*

Insensés ! jetez les yeux sur cette foule innombrable d'adresses , de félicitations , d'adhésions aux décrets de l'assemblée nationale , venant de toutes les parties de l'empire : lisez les soumissions de quelques municipalités d'acheter , pour des sommes considérables, des biens du ci-devant clergé à deniers comptans ; les offres de plusieurs autres qui promettent et s'obligent de coopérer à ces acquisitions : voilà la réponse à laquelle on devrait se borner.

Mais , de bonne foi , où sont vos prosélites qui pensent qu'un corps de nation , législateur souverain , ne puisse transporter une hypothèque particulière , sur la généralité de ses possessions et de ses revenus , à l'exception de tel article qu'il en affranchit , par une raison au-dessus de tout intérêt , *la liquidation de la dette publique* ? La nation est-elle donc soumise aux principes qui régissent les conventions

tions particulières ? Elle qui fait la loi ; ne peut-elle pas créer une exception en sa faveur ? Quand cette exception, au lieu de nuire aux intérêts des particuliers , ne fait que leur présenter une assurance plus vaste.

En principe général , peut-on se plaindre quand on n'éprouve aucun tort ? Et quand dix milliards de revenu , forment la garantie des créanciers du ci-devant clergé , en serait-il un assez insensé , pour s'offenser de ce que , dans ce moment , la vente de 400 millions de biens fonds seulement , soit purgée d'hypothèque ?

Où sont donc ces commettans , ces créanciers réclamans ? On le demande au sieur Bergasse ; sa maison doit être le dépôt de cette liste curieuse ; qu'il la montre ! on l'en somme , on l'en défie. Certes , si elle existait , on ne désespère pas d'y reconnaître quelques individus connus pour ennemis de la félicité publique qui , décriés par leurs manœuvres odieuses , recourent , pour se faire un parti , au fanatisme dont ils échauffent en vain

les têtes faibles de quelques habitans de nos provinces méridionales. Continuons :

Le sieur Bergasse , des hypothèques passe aux privilèges sur les biens du ci-devant clergé ; savoir , 1°. Le traitement des ministres ; 2°. Les frais du culte public ; 3°. Les secours dûs aux pauvres. Il faut , dit-il , (ce dont on ne s'est pas encore occupé ,) évaluer ces charges et en prendre la valeur sur la chose avant d'en disposer.

A entendre le sieur Bergasse , il semblerait qu'un incendie dévorant va consumer les biens du ci-devant clergé. Il ne fait pas attention que , dans ce moment , l'on ne distrairait de ces biens que 400 millions , supposé encore que la vente ne tombe que sur cette sorte de biens ; parce qu'on se rappelle que les biens domaniaux , entrent en concurrence. Or , les biens du ci-devant clergé qui , à raison de leur énorme masse , n'éprouvent qu'une légère atteinte , restent , pour ainsi dire , intacts dans les mains de la nation. Les hypothéqués et les privilégiés qui les y

trouvent n'ont donc rien perdu ? Elles tombent donc d'elles-mêmes, ces clameurs du sieur Bergasse. Encore un instant , et les intérêts des créanciers du ci-devant clergé et des privilégiés, justement appréciés et assurés convenablement, la nation, si elle en a besoin , et si les circonstances sont favorables , remettra en vente tout ou partie des biens en question.

Au surplus , de quoi les bénéficiers ou titulaires , pour lesquels seuls leur digne patron jette les hauts cris, ont-ils à se plaindre ? ils jouissent de leurs opulentes abbayes, de leurs riches bénéfices , jusqu'à concurrence du traitement qui leur sera assigné. On a donc tout prévu ; et leurs gémissemens sont une extravagance.

Vous osez prétendre que les charges de ces biens, que la nation prend sur son compte , en surpassent les revenus. Cela fût-il vrai , la nation n'est-elle pas capable d'y suppléer ? mais qui ne croira , au contraire, qu'il n'y ait un excédent incalculable , quand on considère , que malgré ces charges , auparavant supportées par le

clergé , il affichait avec le superflu un faste révoltant , un luxe scandaleux.

Quant aux pauvres , qu'ils soient tranquilles sur la distribution , à laquelle l'humanité leur donne des droits ! l'assistance continuelle et sans bornes qu'ils ont reçue de leurs frères , composant les différens districts , dans ces derniers temps de calamité , doit leur apprendre à qui , des districts ou des prêtres , la dispensation des aumônes convient le mieux.

Le sieur Bergasse considère ensuite l'époque du remboursement des assignats , et sur ce chapitre il se met à la torture ; car il ne néglige rien pour les rendre suspects. Voyons s'il sera plus heureux.

Eh bien ! lisez l'article 6 des décrets sur les assignats ; il répond à tous ses doutes : *A mesure qu'il y aura un million en caisse , le sort décidera du remboursement des assignats.* Il n'y aura point de préférence.

Le nombre considérable des biens particuliers à vendre , n'échappe pas à l'attention du sieur Bergasse ; il en tire la

conséquence d'un engorgement , qui va rendre impossible la vente des biens du ci-devant clergé , et de-là , l'opération manquée.

Rassurez-vous , sieur Bergasse ! cet inconvénient a été prévu , et l'obstacle , très-habilement levé par l'affranchissement des charges affectées sur les biens à vendre par la nation : or , répondez ; est-il , d'après cette précaution , un acquéreur assez peu clairvoyant , pour , dans l'occurrence , ne pas traiter avec la nation , d'un domaine , d'une ferme , d'une partie , en un mot , des biens du ci-devant clergé , nettoyés de toutes recherches , de préférence à ceux d'un particulier susceptible de toute espèce d'interruption , par rapport aux dettes , souvent inconnues , qu'il peut avoir , à des donataires des dots et autres empêchemens , tels qu'un acquéreur tremble encore d'en rencontrer , lors même qu'il a obtenu des lettres de ratification , et consigné le prix de son acquisition ? car l'on sait que les formalités prescrites par l'édit de 1771 , ne purgent que les hypothèques , et plusieurs exemples

justifient que des propriétés vendues , comme incontestables entre les mains du vendeur , ne laissent pas d'être douteuses , et suivies d'une éviction douloureuse pour l'acquéreur qui , ayant délivré ses deniers , n'a plus de ressource que dans l'action désagréable en stellionat , contre son vendeur , et en restitution de ses deniers qui sont souvent dissipés.

Cessez donc , sieur Bergasse , de prétendre que cette concurrence de biens à vendre , puisse être nuisible à la défaire des biens nationaux. La préférence certaine qu'ils auront sur les autres biens , est constante et démontrée , parce qu'ils sont exempts de toute espèce d'inconvéniens.

Et d'ailleurs , il faut que vous soyez bien aveugle , si vous n'avez pas conçu cette émigration visible des différens états qui nous avoisinent de la part d'une infinité de familles qui , lassées de l'esclavage sous lequel elles gémissent , et craignant les événemens qui les menacent relatifs à une révolution prochaine , préféreront notre nouvelle constitution , lorsque les forcenés

qui tentent de l'obscurcir , seront forcés au silence , et viendront enrichir cette grande nation de leur industrie , où elle sera libre et protégée contre toute atteinte et emploieront leurs fortunes réalisées en biens fonds libres de toutes entraves , qu'ils trouveront à acquérir dans tel département où ils voudront fixer leur établissement.

Ne voyez-vous pas qu'il en sera usé de même par nombre de familles protestantes et juives , redevenues citoyennes , à qui auparavant il n'était pas permis d'acheter un pouce de terrain , sans parler de nos capitalistes Français , qui auparavant faisant de l'agiotage déconcerté leur unique occupation , vont se trouver forcés d'employer à des acquisitions , des sommes avec lesquelles il ne leur sera plus permis de faire de si prodigieux et si scandaleux bénéfices.

En vain , sieur Bergasse , vous calomniez les municipalités chargées de l'administration des biens du ci-devant clergé , en les taxant d'en retarder la vente pour profiter d'une manutention obscure.

L'ancien régime donnait des exemples de cette nature de forfaits , parce que les gens en place de l'un à l'autre profitaient de leurs déprédations , mais maintenant cette manœuvre est impraticable. Outre que le civisme est devenu l'esprit général, il serait impossible à aucuns corps administratifs de commettre , sans être découverts, un monopole quelconque. Ils auront autour d'eux autant de dénonciateurs que de juges , en cas de prévarication ; et dans un temps où le patriotisme est la vertu dominante , quel est l'homme public , l'homme de la nation qui osât n'avoir pas les mains pures , lorsqu'il est indubitable qu'il ne pourrait échapper à l'œil vigilant de ses compatriotes ?

Le sieur Bergasse prévoit ensuite un inconvénient qui lui fait grand plaisir , car il le loue d'avance. « Le sens commun pouvant encore se trouver dans une partie de la France , plusieurs diocèses , plusieurs districts , plusieurs départemens , plusieurs provinces mêmes , ne s'opposeront-elles pas à ce qu'on vende sur leurs territoires ,
d'après

d'après le peu de précautions que l'on a prises? »

Oui, sieur Bergasse, cela peut arriver, et graces à votre libelle que vous avez semé avec profusion dans les provinces dont vous parlez, et pour lesquelles il a été fait; car nous savons tous qu'il existe des provinces qui, à raison de leurs possessions ecclésiastiques, ont une prépondérance funeste, et qui dans ce moment déploient tous leurs ressorts; mais, en vérité, qu'attendez-vous de cette faible résistance contre la nation, la loi, la raison? C'est un nuage qui obscurcit un instant l'horizon. Le soleil paraît, le nuage se dissipe. Eh! de quelle influence peut être l'obstination d'un petit nombre de districts, d'une ou de deux provinces qui ne seraient pas même entièrement d'accord! Le bien s'opérera dans le reste du royaume; et honteux de leur résistance, comme de leur faiblesse, les cantons opposans, jouets de la basse séduction de quelques individus, se rendront en dénonçant les coupables. Tel est l'empire de la justice,

de la vérité et de la raison , sur l'illusion.

L'émission des assignats bornés en ce moment à 400 millions , répond d'une manière satisfaisante à l'objection du sieur Bergasse , que l'opération ne peut être que désastreuse , tant que les besoins de l'état ne seront ni constatés , ni connus.

Personne ne doute qu'il ne faille connaître le mal avant d'y appliquer le remède , et telle a été l'opinion de l'assemblée nationale. Aussi s'est-elle contentée de ne décréter que pour 400 millions d'assignats , comme un calmant urgent pour pouvoir atteindre l'instant où éclairée (et c'est à quoi l'on travaille ,) elle puisse appliquer l'étendue de ses ressources sur celle des besoins. Ainsi donc contentons - nous de dire au sieur Bergasse , qu'incessamment et lorsque la dette et les revenus de la nation seront déterminés , l'on saura fixer dans une juste proportion le nombre des assignats à mettre en circulation.

Reste maintenant à examiner la dernière partie de la discussion du sieur Bergasse ,

c'est-à-dire , l'effet que , selon lui , l'émission des assignats doit produire dans notre commerce.

A cet égard , ne perdez pas de vue que notre adversaire part toujours du faux système que la France est inondée d'assignats sans mesure ; enfin, qu'elle en regorge , et partant de-là , sa conséquence est , que ce papier va tomber en discrédit , et devenir la proie d'un agiotage sans bornes ; de-là , la perte de notre commerce intérieur et extérieur.

Vous voyez que , d'après une telle base , le sieur Bergasse ne peut faire que de futiles raisonnemens.

Que n'était-il à la séance du 17 avril , à laquelle nous sommes obligés de le renvoyer , il aurait appris par les excellens discours de MM. Gouy d'Arcy et Anson , que la création des assignats monnaie , telle qu'elle a été décrétée , a pour objet d'atterrer l'agiotage , et de faire sortir par degrés des coffres qui les recèlent , les espèces devenues rares par les craintes fondées qu'à inspirées l'ancienne administra-

tion ; car enfin l'argent ne reste stagnant que lorsqu'il y a péril dans la circulation.

Or , quelle speculation plus rassurante ; que de prendre des assignats dont l'intérêt cumulé , avec le capital , peuvent être à volonté employés en acquisitions de biens nationaux , et qui , a leur retour dans la caisse , doivent être éteints pour jamais ? Quelle assurance plus évidente qu'il n'en sera émis qu'en raison de la valeur de la masse déterminée des biens qu'on exposera en vente d'époques en époques. Cette sage direction n'invite-t-elle pas tous les étrangers enclins à venir en France , de placer leurs fonds dans cet établissement directement, ou par la voie du commerce, en attendant qu'ils aient trouvé leur convenance locale. Détruisez, si vous le prouvez, sieur Bergasse , les probabilités qui déjà se réalisent ; ou convenez que vos combinaisons sont erronées ou perfides.

Considérons que le trésor public se régénérant par cette opération, tout-à-la-fois que la dette s'éteindra , le numéraire reparaîtra comme de ses cendres,

C'est ainsi que les clairvoyans en finance, que le sieur Bergasse appelle *ignorans* ou *fripons*, ont justement considéré les assignats, et n'en déplaît au sieur Bergasse, des citoyens généreux qui se sacrifient pour la félicité publique, seront accablés d'éloges, au-lieu que ce mépris sera le partage de notre *protestant*.

Le sieur Bergasse ose parler de la perte de nos changes dans l'étranger, à la nouvelle des assignats - monnaie, et de la chute prochaine de notre commerce intérieur; mais c'est une imposture démentie de toutes parts.

Un fait attesté par M. Anson, au milieu de l'assemblée nationale, est qu'à Londres le système des assignats - monnaie de France n'a pas plutôt été public, que le papier sur Paris, alors repoussé, a été recherché, et que le change a monté à 3 ou 4 pour cent à notre avantage.

A Paris même une telle révolution ne s'est-elle pas fait sentir aussi-tôt, et si elle a été atténuée, ne sait-on pas que c'est le dernier soupir de l'agiotage déses-

peré de n'avoir plus que quelques jours à trafiquer.

Au reste, après la courte circulation des assignats assurée par leur extinction successive, au moyen du remboursement effectif ou en acquisitions, de quelle influence peuvent-ils être par rapport au commerce, tant extérieur qu'intérieur, sinon de le vivifier? n'est-il pas prouvé qu'il ne peut exister un papier plus solide et plus recherché, et que le commerçant étranger lui-même ne peut que trouver son compte à l'accepter, à cause des bénéfices journaliers qu'il produit, et n'est-il pas choquant d'avancer qu'au lieu d'être prospère à notre commerce intérieur, il en causera la décadence, comme si de toutes les lettres de change, l'assignat ne sera pas la meilleure, la plus digne de la confiance de nos négocians?

Que le sieur Bergasse cesse de nous dire que les billets de la caisse d'escompte infiniment au-dessous de nos assignats, sous tous les rapports possibles, ont ruiné le commerce de Paris. Jamais Paris, mal-

gré les circonstances importunes des tems, ne fut plus florissant : tout le monde sait que le discrédit que cette place a éprouvé, n'a été occasionné que par la transgression des engagemens de la caisse envers le public, en émettant pour faire face aux emprunts faits par le gouvernement, une quantité considérable de billets, dont le gage consistait en promesses frivoles.

Au surplus, existe-t-il aucun rapport entre les billets de la caisse d'escompte, qui n'avaient pour mobile qu'une garantie de négocians, et qui, par cette raison, n'avaient cours que dans la capitale, et les assignats dont le cours est général ? faire usage d'une pareille ressource est moins ignorance que mauvaise foi.

Enfin, répétons, d'après la voix publique, qui ne peut trop être rappelée, que la manière efficace de rendre florissant notre commerce en général, c'est d'abjurer la sotte manie de tirer de l'étranger, et sur-tout d'Angleterre, un nombre infini de matières fabriquées, que nous avons en abondance dans nos manufactures ; n'im-

porte , que la nature ou le prix en soient plus ou moins différens. C'est , ou jamais , le cas de donner en ces instans de crise cette preuve si facile de patriotisme , et qu'honnis soient dans toutes les sociétés ceux d'entre nous , sans distinction de sexe , qui contreviendront à cette convention nationale que tout légitime et consacre ; sans quoi il est urgent que la nation mette un frein à ce goût désordonné , en soumettant les marchandises étrangères à des droits d'entrée , tels que l'introduction en soit difficile. Il est bien étonnant , que le sieur Bergasse , qui se cache sous le manteau de l'intérêt de sa patrie n'ait pas renouvelé cette sublime morale : sa plume éloquente par caprices en eût mieux fait sortir toute la beauté. Rentrons dans notre discussion.

On devait s'attendre , qu'après avoir combattu avec une impudence si démesurée , le décret , le sage décret sur les assignats , le sieur Bergasse nous aurait proposé d'y substituer un plan , infiniment mieux digéré , un plan par excellence.

Enfin ,

Enfin , qu'il nous aurait découvert la pierre philosophale. O ! mes concitoyens , écoutez ce grand homme , et jugez de ses capacités en matière de finances.

Tour à tour , patron et disciple du sieur Kornmann , c'est le plan de ce dernier qu'il préconise , et qu'il recommande pages 34 et 35 de son libelle , comme le seul praticable et le seul régénératif ; et quel est ce plan miraculeux ? C'est d'accepter les offres des quatre cents millions du clergé à provenir de l'aliénation de ses ci-devant immeubles ; et le consentement du roi à l'aliénation d'une partie considérable de ses domaines , d'établir sous cette garantie quatre ou six cents millions d'assignats libres , qui auraient obtenu une grande confiance.

Voilà le chef-d'œuvre que vante le sieur Bergasse , et il veut qu'on lui suppose de la pudeur. Le frénétique ! il a perdu jusqu'au bon sens ; et c'est à des hommes , à des Français libres , qu'il ose tenir ce langage !

L'agiotage , contre lequel il s'est élevé ,

ce fléau de la société ne s'est donc pas présenté à sa tête égarée , et c'est le premier et le plus grand de tous les maux qui aurait fait échouer ce plan monstrueux ; cet agiotage se serait déployé avec cette fureur qu'on a vue s'exercer à l'égard des billets libres de la caisse d'escompte , et au-lieu qu'il n'avait que Paris pour foyer , il aurait alors embrasé la France entière.

Il ose parler de la renaissance du crédit à la vue de cette opération , et elle entraîne tous les vices qu'il reproche , sans honte , à celle que vient de décréter l'assemblée nationale. Le premier de tous , et qui comblerait la mesure , c'eût été l'impossibilité de vendre d'après la concurrence des biens des particuliers à acheter , à moins que le sieur Bergasse n'ait prétendu que la nation n'eût dû faire pour le clergé , ce qu'elle a fait pour elle ; qu'elle affranchisse d'hypothèques ces biens qui sont destinés à être vendus.

Mais ce qu'il y a d'odieux dans le système du sieur Bergasse , c'est que l'opération qu'il propose tend à faire retrograder l'as-

semblée nationale , et à la faire tomber dans la plus fatale des contradictions.

En effet , permettre au clergé de vendre une partie des biens qu'il possédait , est l'en supposer propriétaire , et ce corps n'existe plus ; il est jugé que la nation a la disposition de ses biens. Il y a mieux ; déjà les municipalités en ont été saisies , et en ont l'administration. Que le sieur Bergasse improuve cette marche , à cause de l'intimité qui l'attache au feu clergé , ce doit être une chose bien indifférente ; mais il n'aura jamais le talent de nous séduire , de nous charmer , quand il tentera par ses efforts et ses écrits insidieux , à jetter du louche sur les décrets admirables de nos législateurs.

Concluons donc , en finissant , que la protestation du sieur Bergasse doit être livrée au plus souverain mépris ; que les misérables moyens qu'il y a déduits , et surtout le plan inconsidéré et absurde qu'il offre à la place de celui adopté , ne peuvent , comme l'a observé très-judicieusement M. de Chabroud en pleine assemblée na-

tionale , lui attirer qu'une consultation de medécins , et une assemblée de parens, qui n'hésiteront pas à légitimer l'interdiction que le public vient de prononcer contre cet étrange député.

F I N.

- De l'imprimerie de PAIN, libraire au
Palais-Royal , N^o. 145.

E R R A T A.

Page 5, ligne 17, antuplement, lisez, centuplement.

1784

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
1784

1620
Cau FRC 1384 copy 2

(lacks last leaf = eunta)

BERGASSE RÉFUTÉ;

O U

R É P O N S E

A SON LIBELLE INSIDIEUX;

intitulé *Protestation, etc.*

Mentita est iniquitas sibi.

PAR M. D***.

A P A R I S,

Chez GUILLY, libraire au Palais-Royal;
N°. 80, vis-à-vis le théâtre de Made-
moiselle MONTANSIER.

Et chez GIRARDIN, au club Littéraire;
à la Rotonde, jardin du Palais-Royal.

1 7 9 0.

M & W 2703

STUDIA NOVA



BERGASSE RÉFUTÉ,

O U

R É P O N S E

A SON LIBELLE INSIDIEUX,
intitulé *Protestation, etc.*

Mentita est iniquitas sibi.

QU'UN député , honnête homme , doué de quelques connaissances , ou seulement d'un gros bon sens , fasse valoir avec chaleur son opinion dans l'assemblée nationale , sur la matière qu'on y traite , il est irréprochable ; son opinion fut-elle erronée. Son entêtement à tenir à ses idées , à les publier par l'impression , serait un aveuglement plus digne de pitié que d'indignation. Nous avons tous un germe d'amour-propre qui nous maîtrise plus ou moins les

uns que les autres , et l'expérience démon-
tre , qu'il est des maniaques qui croient
penser par excellence.

Mais , qu'un député qui déserte l'assemblée nationale , ravale ses décrets , et fasse de cette manœuvre indigne son occupation favorite , c'est la conduite d'un lâche , d'autant plus odieuse , qu'il réunirait plus de talens ; parce qu'il les doit à la chose publique , et qu'il ne l'en priverait que pour en déprécier les opérations.

Telle est cependant l'exemple révoltant que donne le sieur Bergasse ; il s'est voué à la vengeance absurde du feu clergé ; il se constitue son plus ardent défenseur ; ministère doublement lucratif sans doute , mais honteux : car un député assez peu délicat pour toucher d'une main avide les honoraires attachés à la mission honorable qu'il ne remplit pas , peut être soupçonné de n'avoir pas l'autre main pure.

Si cette conjecture est fausse , ce ne peut donc être que l'orgueil irrité par plusieurs échecs , éprouvés par l'auteur de la *protestation* qui le guide et l'égare.

Qu'on nous passe ces réflexions préliminaires ; nous eussions voulu nous en abstenir : mais la saine partie du public , n'a-t-elle pas déchiré le voile dont cherche à s'envelopper le champion du ci-devant clergé , et peut-on douter de l'esprit de parti qui l'anime , lorsqu'à chaque page de son libelle , il se décèle ouvertement. Entrons en matière , et ramenons notre *protestant* à la source dont il aurait dû partir.

Il n'y a plus d'ordres dans l'état , tous les citoyens sont égaux en droits ; et si ce principe d'éternelle justice trop long-temps inobservé , eût pu être contesté , ce n'eût pas été par le clergé , colosse monstrueux , que l'ignorance , le fanatisme et un crédit usurpé par degré , avaient soutenu jusqu'à nos jours.

La nation rappelant le clergé à son origine , n'a donc vu dans lui que des apôtres et des disciples à salarier au lieu de l'aumône qu'ils recevaient. Ici s'accomplit enfin la parole de leur sublime fondateur : *Vendez tout , suivez-moi , et annoncez mon royaume.*

Pour réussir à séduire ses lecteurs et à se faire une secte , le sieur Bergasse n'a pas écrit comme il le pense certainement : « qu'il était immoral et impolitique de voir trois nations dans une , ou trois corps dans une nation ; plus immoral et impolitique encore , que le clergé fut un de ces corps , et que ce corps possédât des biens immenses , dont la propriété n'appartient à aucun des individus qui le composaient. » Il aurait conclu que la destruction de ce corps arrivant , la nation devait se ressaisir , comme elle a fait , d'un ancien patrimoine , dont l'usufruit , entre les mains de ce fantôme , n'était qu'un abus énorme.

Une fois posé ce principe , dont la logique complaisante du sieur Bergasse veut embarrasser les effets , passons à l'opération qu'il décrie , c'est-à-dire , à la création de quatre cens millions d'assignats monnaie , portant intérêt à trois pour cent , remboursables à fur et mesure de la vente des biens du ci-devant clergé ; vente ordonnée jusqu'à concurrence de pareille somme.

Ici, le sieur Bergasse met en question s'il fallait des assignats monnaie , qu'il ne regarde que comme une espèce de délégation sur une vente future : car rien n'est certain pour lui ; tandis que tout le monde est convaincu que cette vente est aussi certaine que prochaine.

Et d'abord , le sieur Bergasse compare ce papier monnaie forcé de sa nature à une lettre-de-change , pour accorder à celle-ci la préférence sur le premier. Ce moyen , il est aisé de le voir , est une vraie petitesse.

En effet , quelle comparaison entre une lettre-de-change , quelles que soient les signatures qui la parent , et une délégation nationale sur un objet matériel , valant antuplement le montant de la délégation ? Certes , une lettre-de-change , dont les signatures sont connues , doit être rassurante ; cependant , l'expérience nous annonce à chaque instant des catastrophes désolantes pour le commerce ; au lieu que le papier-monnaie , de la nature de celui du jour , a toujours derrière lui son gage assuré ; et si par

hasard la conversion de ce gage en argent éprouvait quelque retard , l'intérêt en est le dédommagement ; circonstance essentielle que le sieur Bergasse cherche à faire perdre de vue. Il semble qu'il se plaise à confondre l'assignat avec le papier-monnaie simplement dit, ou le système de Law ; et sa ruse est grossière.

Notre député , *protestant* , a bien senti l'absurdité de sa comparaison ; mais , avocat de profession , il sait qu'il est de l'art d'échauffer graduellement les esprits. Forcé cependant de parler du gage des assignats , et sentant que c'est-là qu'on l'attend de pied ferme , il baisse le ton ; il insinue bénévolement , que ce gage présenté , par la nation , ne sera qu'un gage incertain , et qui , quoi qu'on en dise , pourrait bien finir par être absolument illusoire. Oh ! c'est ici que pour se faire comprendre , notre *protestant* se noie dans des propositions , dans des questions sur des points de la plus haute vérité : à ce genre de preuves , faites-vous une idée de l'auteur ,
 Déclarer libres d'hypothèques les biens

du ci-devant clergé , métamorphoser ces hypothèques en créances sur la nation , ce chef-d'œuvre de l'assemblée nationale qui subjuge les esprits des plus malveillans , et qui lui attire la reconnaissance et la vénération publiques , est , aux yeux du sieur Bergasse , une démarche téméraire , faite sans droit , parce qu'elle n'est pas autorisée de la part des commettans ; capable de soulever les créanciers du ci-devant clergé dont on n'a pas pris le consentement essentiel.

On conçoit quelle fièvre travaille en ce moment notre adversaire , à la vue de ce décret : son édifice de *protestation* s'écroule ; les biens du ci-devant clergé , déclarés libres de toutes charges , doivent indubitablement être vendus ; l'acquéreur est sans crainte ; la nation l'en dégage ; les assignats s'accréditent invinciblement , et les fonds de remboursement s'apperçoivent déjà. Voilà le désespoir du sieur Bergasse et de ses instigateurs. Aux abois, ils cherchent à soulever les citoyens mécontents de la révolution , les créanciers du

feu clergé ; ils préparent la sédition : *Le temps de votre force , dit-il , ne durera pas toujours.*

Insensés ! jetez les yeux sur cette foule innombrable d'adresses , de félicitations , d'adhésions aux décrets de l'assemblée nationale , venant de toutes les parties de l'empire : lisez les soumissions de quelques municipalités d'acheter , pour des sommes considérables, des biens du ci-devant clergé à deniers comptans ; les offres de plusieurs autres qui promettent et s'obligent de coopérer à ces acquisitions : voilà la réponse à laquelle on devrait se borner.

Mais , de bonne foi , où sont vos prosélites qui pensent qu'un corps de nation , législateur souverain , ne puisse transporter une hypothèque particulière , sur la généralité de ses possessions et de ses revenus , à l'exception de tel article qu'il en affranchit , par une raison au-dessus de tout intérêt , *la liquidation de la dette publique* ? La nation est-elle donc soumise aux principes qui régissent les conventions

tions particulières ? Elle qui fait la loi ; ne peut-elle pas créer une exception en sa faveur ? Quand cette exception, au lieu de nuire aux intérêts des particuliers , ne fait que leur présenter une assurance plus vaste.

En principe général , peut-on se plaindre quand on n'éprouve aucun tort ? Et quand dix milliards de revenu , forment la garantie des créanciers du ci-devant clergé , en serait-il un assez insensé , pour s'offenser de ce que , dans ce moment , la vente de 400 millions de biens fonds seulement , soit purgée d'hypothèque ?

Où sont donc ces commettans , ces créanciers réclamans ? On le demande au sieur Bergasse ; sa maison doit être le dépôt de cette liste curieuse ; qu'il la montre ! on l'en somme , on l'en défie. Certes , si elle existait , on ne désespère pas d'y reconnaître quelques individus connus pour ennemis de la félicité publique qui , décriés par leurs manœuvres odieuses , recourent , pour se faire un parti , au fanatisme dont ils échauffent en vain

les têtes faibles de quelques habitans de nos provinces méridionales. Continuons :

Le sieur Bergasse , des hypothèques passe aux privilèges sur les biens du ci-devant clergé ; savoir , 1°. Le traitement des ministres ; 2°. Les frais du culte public ; 3°. Les secours dûs aux pauvres. Il faut , dit-il , (ce dont on ne s'est pas encore occupé ,) évaluer ces charges et en prendre la valeur sur la chose avant d'en disposer.

A entendre le sieur Bergasse , il semblerait qu'un incendie dévorant va consumer les biens du ci-devant clergé. Il ne fait pas attention que , dans ce moment , l'on ne distrait de ces biens que 400 millions , supposé encore que la vente ne tombe que sur cette sorte de biens ; parce qu'on se rappelle que les biens domaniaux , entrent en concurrence. Or , les biens du ci-devant clergé qui , à raison de leur énorme masse , n'éprouvent qu'une légère atteinte , restent , pour ainsi dire , intacts dans les mains de la nation. Les hypothéqués et les privilégiés qui les y

trouvent n'ont donc rien perdu ? Elles tombent donc d'elles-mêmes, ces clameurs du sieur Bergasse. Encore un instant , et les intérêts des créanciers du ci-devant clergé et des privilégiés justement appréciés et assurés convenablement, la nation, si elle en a besoin , et si les circonstances sont favorables , remettra en vente tout ou partie des biens en question.

Au surplus , de quoi les bénéficiers ou titulaires , pour lesquels seuls leur digne patron jette les hauts cris, ont-ils à se plaindre ? ils jouissent de leurs opulentes abbayes, de leurs riches bénéfices , jusqu'à concurrence du traitement qui leur sera assigné. On a donc tout prévu ; et leurs gémissemens sont une extravagance.

Vous osez prétendre que les charges de ces biens que la nation prend sur son compte , en surpassent les revenus. Cela fût-il vrai , la nation n'est-elle pas capable d'y suppléer ? mais qui ne croira , au contraire, qu'il n'y ait un excédent incalculable , quand on considère , que malgré ces charges , auparavant supportées par le

clergé , il affichait avec le superflu un faste révoltant , un luxe scandaleux.

Quant aux pauvres , qu'ils soient tranquilles sur la distribution , à laquelle l'humanité leur donne des droits ! l'assistance continuelle et sans bornes qu'ils ont reçue de leurs frères , composant les différens districts , dans ces derniers temps de calamité , doit leur apprendre à qui , des districts ou des prêtres , la dispensation des aumônes convient le mieux.

Le sieur Bergasse considère ensuite l'époque du remboursement des assignats , et sur ce chapitre il se met à la torture ; car il ne néglige rien pour les rendre suspects. Voyons s'il sera plus heureux.

Eh bien ! lisez l'article 6 des décrets sur les assignats ; il répond à tous ses doutes : *A mesure qu'il y aura un million en caisse , le sort décidera du remboursement des assignats.* Il n'y aura point de préférence.

Le nombre considérable des biens particuliers à vendre , n'échappe pas à l'attention du sieur Bergasse ; il en tire la

conséquence d'un engorgement , qui va rendre impossible la vente des biens du ci-devant clergé , et de-là , l'opération manquée.

Rassurez-vous , sieur Bergasse ! cet inconvénient a été prévu , et l'obstacle , très-habilement levé par l'affranchissement des charges affectées sur les biens à vendre par la nation : or , répondez ; est-il , d'après cette précaution , un acquéreur assez peu clairvoyant , pour , dans l'occurrence , ne pas traiter avec la nation , d'un domaine , d'une ferme , d'une partie , en un mot , des biens du ci-devant clergé , nettoyés de toutes recherches , de préférence à ceux d'un particulier susceptible de toute espèce d'interruption , par rapport aux dettes , souvent inconnues , qu'il peut avoir , à des douaires des dots et autres empêchemens , tels qu'un acquéreur tremble encore d'en rencontrer , lors même qu'il a obtenu des lettres de ratification , et consigné le prix de son acquisition ? car l'on sait que les formalités prescrites par l'édit de 1771 , ne purgent que les hypothèques , et plusieurs exemples

justifient que des propriétés vendues , comme incontestables entre les mains du vendeur , ne laissent pas d'être douteuses , et suivies d'une éviction douloureuse pour l'acquéreur qui , ayant délivré ses deniers , n'a plus de ressource que dans l'action désagréable en stellionat , contre son vendeur , et en restitution de ses deniers qui sont souvent dissipés.

Cessez donc , sieur Bergasse , de prétendre que cette concurrence de biens à vendre , puisse être nuisible à la défaire des biens nationaux. La préférence certaine qu'ils auront sur les autres biens , est constante et démontrée , parce qu'ils sont exempts de toute espèce d'inconvéniens.

Et d'ailleurs , il faut que vous soyez bien aveugle , si vous n'avez pas conçu cette émigration visible des différens états qui nous avoisinent de la part d'une infinité de familles qui , lasses de l'esclavage sous lequel elles gémissent , et craignant les événemens qui les menacent relatifs à une révolution prochaine , préféreront notre nouvelle constitution , lorsque les forcenés

qui tentent de l'obscurcir , seront forcés au silence , et viendront enrichir cette grande nation de leur industrie , où elle sera libre et protégée contre toute atteinte et emploieront leurs fortunes réalisées en biens fonds libres de toutes entraves , qu'ils trouveront à acquérir dans tel département où ils voudront fixer leur établissement.

Ne voyez-vous pas qu'il en sera usé de même par nombre de familles protestantes et juives , redevenues citoyennes , à qui auparavant il n'était pas permis d'acheter un ponce de terrain , sans parler de nos capitalistes Français , qui auparavant faisant de l'agiotage déconcerté leur unique occupation , vont se trouver forcés d'employer à des acquisitions , des sommes avec lesquelles il ne leur sera plus permis de faire de si prodigieux et si scandaleux bénéfices.

En vain , sieur Bergasse , vous calomniez les municipalités chargées de l'administration des biens du ci-devant clergé , en les taxant d'en retarder la vente pour profiter d'une manutention obscure.

L'ancien régime donnait des exemples de cette nature de forfaits , parce que les gens en place de l'un à l'autre profitaient de leurs déprédations , mais maintenant cette manœuvre est impraticable. Outre que le civisme est devenu l'esprit général , il serait impossible à aucuns corps administratifs de commettre , sans être découverts , un monopole quelconque. Ils auront autour d'eux autant de dénonciateurs que de juges , en cas de prévarication ; et dans un temps où le patriotisme est la vertu dominante , quel est l'homme public , l'homme de la nation qui osât n'avoir pas les mains pures , lorsqu'il est indubitable qu'il ne pourrait échapper à l'œil vigilant de ses compatriotes ?

Le sieur Bergasse prévoit ensuite un inconvénient qui lui fait grand plaisir , car il le loue d'avance. « Le sens commun pouvant encore se trouver dans une partie de la France , plusieurs diocèses , plusieurs districts , plusieurs départemens , plusieurs provinces mêmes , ne s'opposeront-elles pas à ce qu'on vende sur leurs territoires ,
d'après

d'après le peu de précautions que l'on a prises? »

Oui , sieur Bergasse, cela peut arriver ; et grâce à votre libelle que vous avez semé avec profusion dans les provinces dont vous parlez, et pour lesquelles il a été fait ; car nous savons tous qu'il existe des provinces qui, à raison de leurs possessions ecclésiastiques, ont une prépondérance funeste, et qui dans ce moment déploient tous leurs ressorts ; mais, en vérité, qu'attendez-vous de cette faible résistance contre la nation, la loi, la raison ? C'est un nuage qui obscurcit un instant l'horizon. Le soleil paraît, le nuage se dissipe. Eh ! de quelle influence peut être l'obstination d'un petit nombre de districts, d'une ou de deux provinces qui ne seraient pas même entièrement d'accord ! Le bien s'opérera dans le reste du royaume ; et honteux de leur résistance, comme de leur faiblesse, les cantons opposans, jouets de la basse séduction de quelques individus, se rendront en dénonçant les coupables. Tel est l'empire de la justice,

de la vérité et de la raison , sur l'illusion.

L'émission des assignats bornés en ce moment à 400 millions , répond d'une manière satisfaisante à l'objection du sieur Bergasse , que l'opération ne peut être que désastreuse , tant que les besoins de l'état ne seront ni constatés , ni connus.

Personne ne doute qu'il ne faille connaître le mal avant d'y appliquer le remède, et telle a été l'opinion de l'assemblée nationale. Aussi s'est-elle contentée de ne décréter que pour 400 millions d'assignats, comme un calmant urgent pour pouvoir atteindre l'instant où éclairée (et c'est à quoi l'on travaille,) elle puisse appliquer l'étendue de ses ressources sur celle des besoins. Ainsi donc contentons-nous de dire au sieur Bergasse, qu'incessamment et lorsque la dette et les revenus de la nation seront déterminés, l'on saura fixer dans une juste proportion le nombre des assignats à mettre en circulation.

Reste maintenant à examiner la dernière partie de la discussion du sieur Bergasse,

c'est-à-dire , l'effet que , selon lui , l'émission des assignats doit produire dans notre commerce.

A cet égard , ne perdez pas de vue que notre adversaire part toujours du faux système que la France est inondée d'assignats sans mesure ; enfin, qu'elle en regorge , et partant de-là , sa conséquence est , que ce papier va tomber en discrédit , et devenir la proie d'un agiotage sans bornes ; de-là , la perte de notre commerce intérieur et extérieur.

Vous voyez que , d'après une telle base , le sieur Bergasse ne peut faire que de futiles raisonnemens.

Que n'était-il à la séance du 17 avril , à laquelle nous sommes obligés de le renvoyer , il aurait appris par les excellens discours de MM. Gouy d'Arcy et Anson , que la création des assignats monnaie , telle qu'elle a été décrétée , a pour objet d'atterrer l'agiotage , et de faire sortir par degrés des coffres qui les recèlent , les espèces devenues rares par les craintes fondées qu'a inspirées l'ancienne administra-

tion ; car enfin l'argent ne reste stagnant que lorsqu'il y a péril dans la circulation.

Or , quelle speculation plus rassurante ; que de prendre des assignats dont l'intérêt cumulé , avec le capital , peuvent être à volonté employés en acquisitions de biens nationaux , et qui , a leur retour dans la caisse , doivent être éteints pour jamais ? Quelle assurance plus évidente qu'il n'en sera émis qu'en raison de la valeur de la masse déterminée des biens qu'on exposera en vente d'époques en époques. Cette sage direction n'invite-t-elle pas tous les étrangers enclins à venir en France , de placer leurs fonds dans cet établissement directement, ou par la voie du commerce, en attendant qu'ils aient trouvé leur convenance locale. Détruisez , si vous le prouvez , sieur Bergasse , les probabilités qui déjà se réalisent ; ou convenez que vos combinaisons sont erronées ou perfides.

Considérons que le trésor public se régénérant par cette opération, tout-à-la-fois que la dette s'éteindra , le numéraire renaîtra comme de ses cendres.

C'est ainsi que les clairvoyans en finance, que le sieur Bergasse appelle *ignorans* ou *fripons*, ont justement considéré les assignats, et n'en déplaît au sieur Bergasse, des citoyens généreux qui se sacrifient pour la félicité publique, seront accablés d'éloges, au-lieu que ce mépris sera le partage de notre *protestant*.

Le sieur Bergasse ose parler de la perte de nos changes dans l'étranger, à la nouvelle des assignats - monnaie, et de la chute prochaine de notre commerce intérieur; mais c'est une imposture démentie de toutes parts.

Un fait attesté par M. Anson, au milieu de l'assemblée nationale, est qu'à Londres le système des assignats - monnaie de France n'a pas plutôt été public, que le papier sur Paris, alors repoussé, a été recherché et que le change a monté à 3 ou 4 pour cent à notre avantage.

A Paris même une telle révolution ne s'est-elle pas fait sentir aussi-tôt, et si elle a été atténuée, ne sait-on pas que c'est le dernier soupir de l'agiotage déses-

peré de n'avoir plus que quelques jours à trafiquer.

Au reste, après la courte circulation des assignats assurée par leur extinction successive, au moyen du remboursement effectif ou en acquisitions, de quelle influence peuvent-ils être par rapport au commerce, tant extérieur qu'intérieur, sinon de le vivifier? n'est-il pas prouvé qu'il ne peut exister un papier plus solide et plus recherché, et que le commerçant étranger lui-même ne peut que trouver son compte à l'accepter, à cause des bénéfices journaliers qu'il produit, et n'est-il pas choquant d'avancer qu'au lieu d'être prospère à notre commerce intérieur, il en causera la décadence, comme si de toutes les lettres de change, l'assignat ne sera pas la meilleure, la plus digne de la confiance de nos négocians?

Que le sieur Bergasse cesse de nous dire que les billets de la caisse d'escompte infiniment au-dessous de nos assignats, sous tous les rapports possibles, ont ruiné le commerce de Paris. Jamais Paris, mal-

gré les circonstances importunes des tems, ne fut plus florissant : tout le monde sait que le discrédit que cette place a éprouvé, n'a été occasionné que par la transgression des engagemens de la caisse envers le public, en émettant pour faire face aux emprunts faits par le gouvernement, une quantité considérable de billets, dont le gage consistait en promesses frivoles.

Au surplus, existe-t-il aucun rapport entre les billets de la caisse d'escompte, qui n'avaient pour mobile qu'une garantie de négocians, et qui, par cette raison, n'avaient cours que dans la capitale, et les assignats dont le cours est général ? faire usage d'une pareille ressource est moins ignorance que mauvaise foi.

Enfin, répétons, d'après la voix publique, qui ne peut trop être rappelée, que la manière efficace de rendre florissant notre commerce en général, c'est d'abjurer la sotte manie de tirer de l'étranger, et sur-tout d'Angleterre, un nombre infini de matières fabriquées, que nous avons en abondance dans nos manufactures ; n'im-

porte , que la nature ou le prix en soient plus ou moins différens. C'est , ou jamais , le cas de donner en ces instans de crise cette preuve si facile de patriotisme , et qu'honnis soient dans toutes les sociétés ceux d'entre nous , sans distinction de sexe , qui contreviendront à cette convention nationale que tout légitime et consacre ; sans quoi il est urgent que la nation mette un frein à ce goût désordonné , en soumettant les marchandises étrangères à des droits d'entrée , tels que l'introduction en soit difficile. Il est bien étonnant , que le sieur Bergasse , qui se cache sous le manteau de l'intérêt de sa patrie n'ait pas renouvelé cette sublime morale : sa plume éloquente par caprices en eût mieux fait sortir toute la beauté. Rentrons dans notre discussion.

On devait s'attendre , qu'après avoir combattu avec une impudence si démesurée , le décret , le sage décret sur les assignats , le sieur Bergasse nous aurait proposé d'y substituer un plan , infiniment mieux digéré , un plan par excellence.

Enfin ,

Enfin , qu'il nous aurait découvert la pierre philosophale. O ! mes concitoyens , écoutez ce grand homme , et jugez de ses capacités en matière de finances.

Tour à tour , patron et disciple du sieur Kornmann , c'est le plan de ce dernier qu'il préconise , et qu'il recommande pages 34 et 35 de son libelle , comme le seul praticable et le seul régénératif ; et quel est ce plan miraculeux ? C'est d'accepter les offres des quatre cents millions du clergé à provenir de l'aliénation de ses ci-devant immeubles , et le consentement du roi à l'aliénation d'une partie considérable de ses domaines , d'établir sous cette garantie quatre ou six cents millions d'assignats libres , qui auraient obtenu une grande confiance.

Voilà le chef-d'œuvre que vante le sieur Bergasse , et il veut qu'on lui suppose de la pudeur. Le frénétique ! il a perdu jusqu'au bon sens ; et c'est à des hommes , à des Français libres , qu'il ose tenir ce langage !

L'agiotage , contre lequel il s'est élevé ,

D.

ce fléau de la société ne s'est donc pas présenté à sa tête égarée , et c'est le premier et le plus grand de tous les maux qui aurait fait échouer ce plan monstrueux ; cet agiotage se serait déployé avec cette fureur qu'on a vue s'exercer à l'égard des billets libres de la caisse d'escompte , et au-lieu qu'il n'avait que Paris pour foyer , il aurait alors embrasé la France entière.

Il ose parler de la renaissance du crédit à la vue de cette opération , et elle entraîne tous les vices qu'il reproche , sans honte , à celle que vient de décréter l'assemblée nationale. Le premier de tous , et qui comblerait la mesure , c'eût été l'impossibilité de vendre d'après la concurrence des biens des particuliers à acheter , à moins que le sieur Bergasse n'ait prétendu que la nation n'eût dû faire pour le clergé , ce qu'elle a fait pour elle ; qu'elle affranchisse d'hypothèques ces biens qui sont destinés à être vendus.

Mais ce qu'il y a d'odieux dans le système du sieur Bergasse , c'est que l'opération qu'il propose tend à faire retrograder l'as-

semblée nationale , et à la faire tomber dans la plus fatale des contradictions.

En effet , permettre au clergé de vendre une partie des biens qu'il possédait , est l'en supposer propriétaire , et ce corps n'existe plus ; il est jugé que la nation a la disposition de ses biens. Il y a mieux ; déjà les municipalités en ont été saisies , et en ont l'administration. Que le sieur Bergasse improuve cette marche , à cause de l'intimité qui l'attache au feu clergé , ce doit être une chose bien indifférente ; mais il n'aura jamais le talent de nous séduire , de nous charmer , quand il tentera par ses efforts et ses écrits insidieux ; à jeter du louche sur les décrets admirables de nos législateurs.

Concluons donc , en finissant , que la protestation du sieur Bergasse doit être livrée au plus souverain mépris ; que les misérables moyens qu'il y a déduits , et surtout le plan inconsideré et absurde qu'il offre à la place de celui adopté , ne peuvent , comme l'a observé très-judicieusement M. de Chabroud en pleine assemblée na-

tionale , lui attirer qu'une consultation de medécins; et une assemblée de parens, qui n'hésiteront pas à légitimer l'interdiction que le public vient de prononcer contre cet étrange député.

F I N.

De l'imprimerie de PAIN, libraire au
Palais-Royal, N°. 145.